



Femmes rurales face à la pénurie d'eau : exemples des oasis marocaines

Annabelle Houdret, Hind Ftouhi,
Lisa Bossenbroek et Amal Belghazi

Résumé

Dans de nombreuses régions (semi)arides, les femmes rurales sont au cœur des dynamiques liées à l'eau – et par conséquent très affectées par la pénurie. Celle-ci affecte leur quotidien, leurs activités agricoles, leurs initiatives économiques et leurs réseaux de solidarité qui dépendent directement de la disponibilité de la ressource. Ces femmes sont souvent à la fois plus vulnérables aux changements climatiques à cause d'un accès parfois difficile aux services publics, à la terre, à l'eau et aux institutions. En même temps, ces femmes jouent un rôle central pour le développement rural des oasis, notamment à travers leur savoir-faire, leurs initiatives et leur capacités d'adaptation.

Ce Policy Brief analyse les expériences des femmes dans les oasis du Sud-Est marocain. Il montre que le stress hydrique agit comme un facteur multidimensionnel qui redéfinit les tâches domestiques, les pratiques agricoles, les opportunités économiques et les formes de sociabilité des femmes, ainsi que leur contribution au développement. Il signale trois défis majeurs des femmes en zones rurales vulnérables : (a) un accès limité aux ressources (terre, crédit, infrastructures, éducation) ; (b) des formations inadaptées aux réalités rurales et aux besoins; et (c) des normes sociales freinant leur présence dans les espaces de décision. L'hétérogénéité des femmes rencontrées et de leurs besoins souligne le besoin d'approches ciblées et diverses.

L'exemple marocain montre également l'importance de considérer l'eau dans toutes ses dimensions : domestique, agricole, économique et institutionnelle. Ceci permettrait de mieux comprendre à la fois la vulnérabilité des femmes, et leur contribution au développement durable. Les enseignements tirés des oasis marocaines

offrent ainsi un repère pour d'autres pays (semi-)arides, en soulignant quatre leviers d'action pour les institutions marocaines et les politiques de développement :

1. Produire et diffuser des données genrées

- Collecter des informations désagrégées par sexe, âge, statut socio-économique et autres.
- Cartographier les vulnérabilités, les ressources et les compétences des femmes
- Assurer une meilleure circulation de ces données entre terrain et décideurs pour un soutien adapté.

2. Soutenir l'accès des femmes aux services publics, à la terre et aux crédits

- Promouvoir l'accès aux services de santé et d'éducation suivant les besoins spécifiques ainsi que l'accès aux crédits et à la terre

3. Soutenir les initiatives féminines

- Appuyer les initiatives collectives et individuelles par des formations adaptées, un accès au financement et à la valorisation, et la commercialisation des produits.

4. Accompagner le changement des normes sociales et la représentation institutionnelle

- Intégrer les dimensions culturelles et sociales dans les politiques et programmes de développement.
- Promouvoir une évolution des représentations sociales sur les rôles et capacités des femmes
- Valoriser la diversité des initiatives féminines et faciliter la participation des femmes dans les instances de gouvernance y compris de l'eau par des formations et sensibilisations.

Introduction : les femmes rurales face au stress hydrique

De par le monde, les femmes en zones rurales arides sont particulièrement affectées par les effets du changement climatique et de la disponibilité en eau, surtout à cause de leurs responsabilités dans les foyers, au sein de l'exploitation agricole et de leurs communautés. Par ailleurs, ces femmes sont également souvent au cœur des activités d'adaptation et des dynamiques de développement local. L'exemple des oasis marocaines illustre les dynamiques observées dans d'autres contextes sahariens et sahéliens. Il permet de mieux comprendre les enjeux de ces transformations pour proposer des recommandations concrètes aux acteurs de développement marocains et étrangers pour un soutien ciblé de ces femmes et, à travers elles, du développement rural.

Les oasis marocaines, comme d'autres zones rurales, sont affectées par le changement climatique et les aléas de l'eau. Le Maroc vient de traverser six années de sécheresse. Alors que l'impact de la pénurie d'eau sur la situation économique et la production agricole est souvent abordé par les médias et le monde politique, les effets sur les femmes rurales sont beaucoup moins connus et ceci malgré leur importance pour l'avenir des régions et des populations rurales particulièrement dans des zones vulnérables telles que les oasis.

Les femmes dans les oasis entretiennent un lien étroit avec l'eau. Elles sont généralement responsables de nombreuses activités, domestiques, agricoles et d'élevage, qui dépendent directement de la disponibilité de l'eau. Ces responsabilités s'alourdissent davantage dans les zones de forte migration masculine, où les femmes assument un rôle croissant dans la gestion des exploitations et les travaux d'irrigation, traditionnellement réservés aux hommes. Par ailleurs, la pénurie d'eau affecte aussi la production agricole et les coopératives y afférant, avec un impact négatif sur les revenus et les activités de développement qui y sont liées.

Si les femmes rurales subissent ces transformations, elles en sont aussi des actrices, à travers des initiatives d'adaptation, d'innovation et de solidarité. Or, les politiques publiques peinent à appréhender ces enjeux de manière transversale. En effet, bien que le Maroc ait adopté une stratégie pour l'intégration du genre dans le secteur de l'eau (Secrétariat d'État Chargé de l'Eau & ONU Femmes, 2019), les liens complexes entre genre et (pénurie d')eau restent encore insuffisamment connus et pris en compte, en particulier dans les zones oasiennes.

Ce policy brief met en lumière les effets du stress hydrique sur les femmes rurales, en s'appuyant sur l'exemple des oasis marocaines. Il met en évidence leur rôle central dans la gestion des ressources naturelles, les contraintes spécifiques qu'elles rencontrent, notamment en matière d'accès à l'eau, de participation à la gouvernance locale et d'opportunités économiques, ainsi que leurs dynamiques de résilience face au changement climatique. Ces dynamiques influencent profondément le vécu et les perspectives d'avenir des espaces oasiens et de leurs habitant·e·s, femmes comprises. Toutefois, les auteures sont pleinement conscientes que la question de la disponibilité de l'eau ne peut être abordée de manière isolée : elle s'inscrit dans un système complexe, où se croisent activités agricoles, rapports au marché, politiques publiques et structures sociales. Sur la base de ce diagnostic, le policy brief formule des recommandations pour un meilleur appui aux femmes, y compris – mais non limité à – la gestion de l'eau.

Ce policy brief s'appuie sur plusieurs années de recherche menées par une équipe pluridisciplinaire d'auteures dans différentes oasis du Sud-Est marocain dans la région de Drâa-Tafilalet (vallées du Dadès, du M'Goun et du Todgha ; Ftouhi et al., 2021 ; Bossenbroek et Ftouhi, 2024 ; Bossenbroek et al., 2024). Il s'appuie également sur les résultats d'un atelier organisé en décembre 2024, réunissant chercheur·e·s, institutions publiques, coopération internationale, société civile et femmes oasiennes porteuses de projets.

Le stress hydrique dans les oasis du Sud-Est Marocain : un exemple des défis des femmes rurales en zones arides

Caractérisées par un climat aride et des ressources naturelles limitées, les oasis du Sud-Est marocain sont de plus en plus affectées par le changement climatique, dont les effets sont exacerbés par une utilisation non durable de l'eau, ainsi que par la salinisation et le rabattement des nappes phréatiques (Kaczmarek et al., 2023). L'agriculture irriguée occupe une place centrale dans les oasis, est majoritairement tournée vers l'autoconsommation et se combine souvent avec d'autres sources de revenus, telles que les transferts migratoires, le tourisme, le petit commerce ou l'artisanat.

L'eau permet de cultiver de multiples produits agricoles, contribue à la préservation de la biodiversité et à freiner l'avancée de la désertification. Cependant, la prolongation et l'intensification des cycles de sécheresse, la hausse des températures, la baisse des précipitations, combinées à certains choix d'allocation de l'eau ont conduit à une dégradation progressive des ressources en eau et des terres arables. Cela a entraîné une diminution de la productivité ou l'abandon partiel, voire total, des terres. Dans certains villages, comme à la montagne du Jbel Sagrou, l'agriculture n'est plus possible du tout. Ceci affecte en particulier les ménages dont l'alimentation et les revenus dépendent majoritairement de l'agriculture, et cela dans un contexte d'augmentation des prix des produits alimentaires. La production et la qualité des dattes, produit central dans l'économie oasienne, est également affectée dans de nombreux oasis. Par ailleurs, l'élevage de bétail, important autant pour la sécurité alimentaire que pour la sécurité financière des éleveurs, est parfois abandonné là où le fourrage n'est plus disponible.

Les défis des femmes rurales dans ce contexte sont à la fois structurels et amplifiés par la situation hydrique. Ils n'affectent pas toutes les femmes de la même manière. Nos enquêtes de terrain ont mis en évidence une grande diversité

des conditions de vie des femmes, liée notamment à leur statut social et matrimonial, à leur niveau de scolarisation ou encore à leur âge. Notre analyse porte plus particulièrement sur les femmes oasiennes dont les ménages dépendent largement de l'agriculture.

En dehors de la situation hydrique, les femmes oasiennes sont confrontées aux défis liés aux infrastructures publiques : malgré certaines avancées, plusieurs territoires oasiens restent enclavés et insuffisamment dotés en services de base (éducation, santé, transport), notamment pour les besoins spécifiques des femmes. Cette situation limite les opportunités, en particulier pour les femmes et filles rurales, confrontées aux effets combinés de la pauvreté, du travail informel et des obstacles persistants à l'accès à la terre et au financement (HCP, 2025).

Les effets des aléas de l'eau sur le quotidien des femmes

Les femmes oasiennes sont particulièrement exposées aux variations et contraintes liées à la disponibilité de l'eau, qui affectent leur vie quotidienne, leurs activités domestiques et agricoles, ainsi que la transmission de leurs savoirs.

Concernant *l'eau potable*, les défis de femmes sont liés à une disponibilité parfois insuffisante des infrastructures ou de la ressource, mais aussi à leurs tâches spécifiques. Malgré une amélioration importante de l'accès à l'eau potable dans la région Drâa-Tafilalet, des disparités subsistent entre les zones urbaines (96,5 % de couverture) et rurales (86,5 %, HCP, 2024). Par ailleurs, certains villages dépendent encore d'une alimentation en eau potable assurée par des puits ou des forages, généralement gérés par des particuliers ou des associations, dont les capacités techniques, financières et de gestion sont très variables. L'effet de sécheresses prolongées et, localement, la surexploitation des nappes phréatiques, ont fortement réduit la disponibilité en eau. Cela menace par endroits la disponibilité de l'eau potable ou sa qualité, parfois insuffisamment contrôlée. L'approvisionnement en eau potable

étant souvent confié aux femmes, cela alourdit considérablement leur quotidien, surtout lorsque la source est éloignée.

La *migration masculine* impulsée, en partie, par la sécheresse et combinée au manque d'opportunités d'emploi hors agriculture et d'accès à l'éducation, affecte également la situation des femmes. Elles restent généralement pour s'occuper de la terre et des membres de la famille demeurant sur place. En effet, 37 % des femmes assurent la totalité des revenus de leur ménage, et 24 % y contribue au moins la moitié (FAO, 2023). En l'absence des hommes, ces femmes se chargent souvent des tâches agricoles, dont l'irrigation.

Toutefois, les femmes ne sont que *peu représentées dans les institutions de la gestion de l'eau*. Cette marginalisation est particulièrement visible au sein des Associations d'Usagers de l'Eau Agricole (AUEA) ou de la Jemâa, assemblée des membres de la communauté chargée de la gestion des affaires d'intérêt collectif, incluant souvent l'allocation de l'eau.

Les formes de sociabilité et la transmission de savoirs des femmes sont également affectées par la sécheresse et les aléas de l'eau. Le travail dans les *jnans* (littéralement « jardins » : les parcelles agricoles, souvent de petite taille, situées dans les oasis), constitue par exemple un moment d'échange privilégié entre les femmes. Or, ces moments de retrouvailles se font plus rares avec la pénurie d'eau, et dans certains cas, ils disparaissent entièrement.

Les effets des aléas de l'eau sur les initiatives féminines

Les aléas de l'eau affectent également les initiatives féminines qui en dépendent, avec de larges effets directs et indirects sur les conditions de vie des femmes. Comme ailleurs dans le pays, les oasis du sud-est marocain connaissent un nombre croissant de femmes engagées dans des projets individuels de création de revenus et des initiatives collectives, sous forme d'associations, de coopératives ou de groupements d'intérêt

économique (GIE). Ces collectifs se mobilisent pour répondre à de multiples enjeux de développement, souvent en lien avec des politiques publiques telles que l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) ou la stratégie Génération Green, stratégie nationale devant structurer le développement agricole et rural entre 2020 et 2030. Ils représentent aussi des lieux importants de sociabilité, de formations diverses et de diffusion d'informations (voir encadré 1).

Nos expériences de terrain confirment les observations d'études menées ailleurs, à savoir que l'engagement des femmes dans ces activités contribue à leur autonomisation sur le plan social, politique et économique (Gillot, 2016 ; Didi & Atouche, 2021). Comme le souligne Kabeer (1999), l'accès aux revenus et aux ressources peut renforcer l'agency des femmes en élargissant leur capacité à faire des choix stratégiques dans leur vie, notamment en leur donnant davantage de pouvoir dans les décisions liées aux dépenses et à la gestion du ménage. Même des revenus modestes, comme nous l'avons observé lors de notre travail de terrain, peuvent ainsi avoir un potentiel transformateur considérable.

L'émergence de ces initiatives n'est pas nécessairement dictée par la pénurie d'eau. Toutefois, leur pérennité dépend étroitement de la disponibilité de cette ressource. Alors que les femmes participent de moins en moins aux activités agricoles et d'élevage, elles se tournent vers ces initiatives pour générer un revenu. Or, ces projets reposent sur la production, la valorisation et la commercialisation de produits agricoles et de leurs dérivés (dattes, pain, gâteaux, semoule, noix, amandes, roses et produits cosmétiques qui en découlent) dont la production reste indisponible de l'eau d'irrigation. L'indisponibilité de l'eau peut ainsi entraver leur fonctionnement et compromettre la base même de leur activité et ainsi affecter leur quotidien à plusieurs niveaux :

Premièrement, au niveau individuel, les initiatives contribuent à l'autonomisation des femmes qui les entreprennent, les incitent à sortir de l'espace domestique et leur offrent des opportunités de

transformer leur quotidien : *« Avant, on restait à la maison, on était timide, on ne pouvait parler à personne, mais aujourd'hui, la coopérative nous a donné confiance pour parler aux gens, et pour aller faire les démarches au niveau du caïdat (circonscription administrative locale dirigée par un représentant de l'État) par exemple, on peut aller partout maintenant ».*

Deuxièmement, le revenu, même s'il est parfois faible, contribue à la prise en charge de la famille et à faire face aux imprévus économiques. Ce revenu devient d'autant plus important pour les femmes vivant seules, responsables du foyer, et principales pourvoyeuses de revenus du ménage. Parfois, il permet aussi une renégociation de leur position au sein du foyer. C'est ainsi qu'une des femmes que nous avons enquêtées, âgée de 39 ans, explique comment, malgré le fait qu'elle soit la cadette du foyer, elle *« garde la clé de la chambre où sont stockées les réserves de denrées de la famille ».*

Troisièmement, ces initiatives sont des espaces d'apprentissage et d'actions collectives. En intégrant des réseaux de commercialisation et en participant à des formations, ces femmes développent de nouvelles compétences en gestion, en négociation et en communication. De plus, ces projets renforcent les liens intergénérationnels, les jeunes apportant des connaissances en marketing digital et en innovation, tandis que les aînées transmettent leur savoir-faire et leur expérience de la résilience face aux défis du milieu rural. S'informer, se mettre en réseau et développer des solutions à des défis partagés permet à ces femmes de développer des identités communes, construire un capital social et atteindre des objectifs communs sur la base d'un soutien mutuel.

Ces dynamiques collectives peuvent engager un véritable processus de transformation sociale, où les femmes redéfinissent leur place dans leur communauté et participent activement au développement local. Elles contribuent également à la valorisation des produits du terroir et mettent ainsi en lumière le potentiel de régions souvent marginalisées.

Encadré 1 : La coopérative Rosa Damascina : valoriser la rose pour autonomiser les femmes

La coopérative Rose Damascina reflète l'évolution des initiatives féminines dans la région et le parcours emblématique de sa dirigeante. En 2003, après une première expérience au sein d'une association mixte, elle a fondé une association féminine ensemble avec quatre femmes de son voisinage. Elles ont commencé par organiser des formations en broderie, couture, tissage, préparation de couscous, et des cours d'alphabétisation. Elles ont ainsi créé un espace de partage de savoirs et de solidarité entre femmes.

Afin de créer des sources de revenu durables et de valoriser le travail des femmes, la dirigeante fonde en 2017 la coopérative Rosa Damascina. Avec 7 adhérentes et bénéficiant à 20 autres femmes, elle se spécialise dans la distillation de l'eau de rose et la fabrication de produits dérivés vendus localement et exportés. L'obtention de certificats marocains a permis à la coopérative de gagner en crédibilité et d'attirer d'autres femmes.

Au-delà de la production, la dirigeante participe à des événements scientifiques, partage ses connaissances lors de foires nationales et internationales et encadre la création d'autres coopératives féminines – cinq en 2024. Elle affirme : *« Mon objectif est d'amener les femmes à devenir productrices, à sortir de la position de demandeuses pour qu'elles prennent leur place dans la vie économique. »* La coopérative est aussi un espace de solidarité : ses membres s'entraident en cas de maladie ou d'autres difficultés. Malgré une baisse de la production au cours de la sécheresse et suite au Covid-19, les précipitations de 2025 ont permis une reprise encourageante. Aujourd'hui, Rosa Damascina incarne une réussite collective, un modèle inspirant pour les jeunes femmes rurales, et une transmission du patrimoine oasien par les femmes elles-mêmes.

Trois contraintes majeures des capacités d'adaptation

Dans ce qui suit, nous mettons en lumière trois contraintes majeures qui freinent l'autonomisation des femmes rurales en contexte de stress hydrique : leur vulnérabilité et leurs inégalités d'accès aux ressources, l'inadéquation des formations disponibles, et les normes sociales qui limitent leur présence dans les espaces de décision.

La vulnérabilité des femmes face au stress hydrique et leur accès structurellement plus difficile à certaines ressources limite leur capacité d'adaptation. La vulnérabilité s'explique aussi par la répartition genrée des rôles et des tâches. Elles assument souvent, en plus de leurs propres responsabilités, celles qui incombaient auparavant aux hommes, notamment dans le cas de migration masculine. Ainsi, elles se retrouvent en première ligne face aux conséquences du stress hydrique, qu'il s'agisse de l'accès à l'eau potable ou des effets sur l'activité agricole.

Par ailleurs, le maintien d'une activité agricole nécessite des investissements – mais les crédits sont généralement réservés aux propriétaires fonciers, rarement des femmes, malgré l'évolution récente du cadre légal. Enfin, un niveau d'éducation élevé peut faciliter un emploi moins dépendant de l'eau, mais les femmes dans la région Drâa-Tafilalet sont plus souvent illettrées (37,4 %) que les hommes (18,6 %, HCP 2024).

Les formations ne correspondent pas toujours aux besoins des femmes, alors qu'elles pourraient jouer un rôle clé dans le démarrage ou l'évolution d'activités génératrices de revenu et de développement. Les femmes rencontrées avancent que les programmes existants sont souvent standardisés et éloignés des spécificités du monde rural et de leurs besoins spécifiques. Par exemple, les formations pour la commercialisation peuvent porter sur l'e-commerce ou des plateformes en ligne, alors qu'une partie de femmes ne savent ni lire ni écrire. Elles doivent donc composer avec ces défis, par exemple en recrutant des jeunes plus à l'aise avec ces nouvelles technologies. Par

ailleurs, les formations tiennent peu compte des responsabilités domestiques et professionnelles des femmes, et sont parfois dispensées loin de leur domicile. L'absence de dispositifs de suivi post-formation peut aussi empêcher une mise en pratique effective des compétences acquises. Enfin, les formations ne tiennent pas toujours compte des spécificités socio-économiques des femmes oasiennes, ni de l'usage de leur langue locale.

Dans les régions étudiées, certaines normes socio-culturelles genrées limitent l'accès des femmes non seulement aux ressources, mais aussi à certains espaces de décision en lien avec la gestion de l'eau. Ainsi, lorsqu'elles rencontrent des difficultés d'accès ou de gestion de l'eau, les femmes doivent souvent passer par des membres masculins de leur entourage pour faire entendre leurs besoins. De plus, les informations échangées dans ces espaces ne leur sont pas toujours accessibles. Nos entretiens ont aussi révélé que certaines normes sociales freinent la vente directe et la commercialisation des produits agricoles par les femmes, un constat corroboré par d'autres études dans la région (FAO, 2023).

Conclusions et recommandations

Ce policy brief a mis en évidence les effets souvent méconnus, et par conséquent rarement pris en compte, des aléas liés à l'eau sur les femmes rurales des zones oasiennes du Sud-Est du Maroc. Il a mis en lumière les défis structurels auxquels sont confrontées les femmes oasiennes, tout en soulignant leurs capacités d'organisation, d'entrepreneuriat et d'action collective. Ces dynamiques sont autant d'atouts pour améliorer les conditions de vie et favoriser l'adaptation au changement climatique dans ces territoires. Pour répondre aux besoins spécifiques et aux aspirations diverses de ces femmes, leur accompagnement doit être mieux adapté à la diversité de leurs profils et prendre en compte les multiples fonctions de l'eau. Dans cette perspective, nous formulons les quatre recommandations suivantes s'adressant aux institutions marocaines de développement rural et de la gestion des

ressources naturelles ainsi qu'à la coopération internationale :

1. Produire et communiquer des données genrées pour mieux orienter les actions de développement en lien avec l'eau

- Afin de mieux comprendre la répartition des responsabilités entre femmes et hommes – et ainsi cibler efficacement les programmes et actions de développement – il est essentiel de disposer de données désagrégées par genre sur les rôles et les contributions des femmes et des hommes dans les activités liées à l'eau. Toutefois, ces données doivent également être attentives à d'autres vulnérabilités croisées (par ex. l'ethnicité, l'âge, le statut socio-économique). Il est également essentiel de favoriser une meilleure circulation de ces informations entre le niveau local et les décideurs, car le personnel de terrain détient souvent une expertise précieuse sur les enjeux et solutions liés au genre.
- Il est essentiel, au niveau local, de cartographier non seulement les vulnérabilités des femmes (accès à l'eau, à la terre, au crédit, aux infrastructures publiques), mais aussi leurs ressources et compétences spécifiques (savoir-faire agricoles, réseaux de solidarité, aptitudes numériques). Ce type de démarche permet de concevoir des actions basées sur leurs capacités réelles plutôt que de proposer des formations génériques déconnectées de leur vécu.

2. Soutenir l'accès des femmes aux services publics, à la terre et aux crédits

- Sur la base de la cartographie de leur accès aux services et de leurs besoins spécifiques y afférant, promouvoir l'accès à la santé et à l'éducation.

- Promouvoir l'accès des femmes aux comptes bancaires et aux crédits pour faciliter les économies et les investissements indépendants.

3. Mieux soutenir les initiatives féminines à travers la formation

- Soutenir les formes d'organisation collective initiées ou portées par des femmes (coopératives, associations, groupes informels) à travers des formations adaptées, un accès au financement, un accompagnement pour la valorisation et la commercialisation des produits, et un suivi adéquat.

4. Accompagner le changement des normes sociales et la représentativité institutionnelle

- Les politiques publiques et programmes de développement gagneraient à dépasser les approches strictement techniques ou économiques dans les programmes de soutien, en intégrant également les dimensions culturelles et sociales qui influencent les trajectoires et les choix des femmes.
- Favoriser une évolution des représentations sociales sur les rôles et capacités des femmes en s'appuyant sur des outils de communication ancrés localement : radios communautaires, récits de femmes engagées servant de 'role-models', vidéos en langues locales diffusées sur les réseaux sociaux. Ne pas imposer un modèle unique (comme les coopératives), mais reconnaître la diversité des aspirations féminines, qu'elles soient individuelles ou collectives.
- Appuyer les femmes qui souhaitent participer dans les institutions de gestion de l'eau ou d'autres instances de gouvernance, à travers des formations et la sensibilisation des autres membres de ces institutions.

Références bibliographiques

- Bossenbroek, L., & Ftouhi, H. (2024). Altering water flows in the Draa Valley, Morocco: A feminist analysis. In *Routledge handbook of gender and water governance* (pp. 298–313). Routledge.
- Bossenbroek, L., Ftouhi, H., Berger, E., & Kadiri, Z. (2024). Femmes oasiennes au Maroc : actrices de la survie des oasis. *Cahiers Agricultures*, 33, 33. <https://doi.org/10.1051/cagri/2024030>
- Didi, K., & Attouch, H. (2021). Action publique et dynamique des coopératives au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(6-1), 379–397.
- FAO. (2023). *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural – Maroc. Rapport 2023*. Rabat.
- Ftouhi H, Saidani MA, Bossenbroek L, Hamamouche MF, Kadiri Z. 2021. Entre vulnérabilité et résilience : le vécu de la pandémie de Covid-19 dans deux sociétés oasiennes du Maghreb. *Cahiers Agriculture*. 30: 30
- Ftouhi, H. (2024). La loi est là mais qu'en est-il de mon droit ? Devenir du Mouvement des Soualilyates. In : S. El Kahlaoui & H. Sqalli (Eds.), *Repenser l'agir collectif. Economia Book* (3ème édition, pp. 219-249). <https://www.economia.ma/fr/Travaux-de-recherche/la-loi-est-elle-mais-qu%E2%80%99en-est-il-de-mon-droit-devenir-du-mouvement-des>
- Gillot, G. (2016). Les coopératives, une bonne mauvaise solution à la vulnérabilité des femmes au Maroc ? *Espace Populations Sociétés*, (3). <https://doi.org/10.4000/eps.6800>
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2024). *Résultats RGPH 2024*. <https://rgphapps.ma>
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2025). *Étude sur l'estimation des coûts d'opportunité économique de l'autonomisation économique des femmes rurales*. Mars 2025.
- Kabeer, N. (1999). *Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment*. *Development and Change*, 30(3), 435–464. <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00125>
- Kaczmarek, N., Mahjoubi, I., Benlasri, M., Nothof, M., Schäfer, R. B., Frör, O., & Berger, E. (2023). Water quality, biological quality, and human well-being: Water salinity and scarcity in the Draa River basin, Morocco. *Ecological Indicators*, 148, 110050. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2023.110050>
- Secrétariat d'État Chargé de l'Eau & ONU Femmes. (2019). *Stratégie d'intégration du genre dans le secteur de l'eau*. Royaume du Maroc. https://www.equipement.gov.ma/eau/genre-eau/Documents/Integration_genre_2019.pdf

Annabelle Houdret est chercheure senior au département « Gouvernance environnementale et transformation à la durabilité » au German Institute of Development and Sustainability (IDOS) à Bonn.

Email : annabelle.houdret@idos-research.de

Hind Ftouhi est chercheure senior à l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU-Rabat).

Email : hindftouhi@gmail.com

Lisa Bossenbroek est chercheure senior au Centre de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (CRESC-Rabat).

Email : lisabossenbroek@gmail.com

Amal Belghazi est doctorante à l'Université Hassan II, Faculté des lettres et des sciences humaines et sociales Ain Chock, Casablanca.

Email : amalbelghazi17@gmail.com

Le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) est financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Économique (BMZ), selon une résolution du Bundestag, et par l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW) en tant que membre de la Johannes-Rau-Forschungsgemeinschaft (JRF).

Suggestion de citation :

Houdret, A., Ftouhi, H., Bossenbroek, L., & Belghazi, A. (2025). *Femmes rurales face à la pénurie d'eau : exemples des oasis marocaines* (IDOS Policy Brief 31/2025). IDOS. <https://doi.org/10.23661/ipb31.2025>

Clause de non-responsabilité :

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteur-e-s et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du German Institute of Development and Sustainability (IDOS).



Sauf indication contraire, le contenu de cette publication fait l'objet d'une licence Creative Commons Attribution-CC-BY 4.0 Organisations Internationales. La licence autorise la reproduction, la (re)diffusion et la modification/l'adaptation de cette oeuvre dans la mesure où le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) et l'/les auteur-e-s sont nommé-e-s.

IDOS Policy Brief / German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

ISSN (Print) 2751-4455

ISSN (Online) 2751-4463

DOI: <https://doi.org/10.23661/ipb31.2025>

© German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

Tulpenfeld 6, 53113 Bonn

Email : publications@idos-research.de

<https://www.idos-research.de>

Imprimé sur du papier certifié respectueux de l'environnement.

